

| | |
|---------------------------|-----------------------|
| Cote du document: | EB 2017/120/R.9/Rev.1 |
| Point de l'ordre du jour: | 9 a) |
| Date: | 10 avril 2017 |
| Distribution: | Publique |
| Original: | Anglais |

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République d'Angola pour le Projet de développement et de commercialisation en faveur des petites exploitations agricoles dans les provinces de Cuanza Sul et Huila

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Abla Benhammouche
Directrice dans le pays et Représentante
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +260 211 254332
courriel: a.benhammouche@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration – Cent vingtième session
Rome, 10-11 avril 2017

Pour: Approbation

Table des matières

| | |
|--|-----|
| Sigles et acronymes | iii |
| Carte de la zone du projet | iii |
| Résumé du financement | iv |
| Recommandation pour approbation | 5 |
| I. Contexte stratégique et justification | 5 |
| A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural | 5 |
| B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats | 6 |
| II. Description du projet | 6 |
| A. Zone d'intervention et groupe cible | 6 |
| B. Objectif de développement du projet | 7 |
| C. Composantes/résultats | 7 |
| III. Exécution du projet | 7 |
| A. Approche | 7 |
| B. Cadre organisationnel | 8 |
| C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs | 8 |
| D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance | 8 |
| E. Supervision | 9 |
| IV. Coût, financement et avantages du projet | 9 |
| A. Coût du projet | 9 |
| B. Financement du projet | 10 |
| C. Résumé des avantages et analyse économique | 11 |
| D. Durabilité | 12 |
| E. Identification et atténuation des risques | 12 |
| V. Considérations d'ordre institutionnel | 13 |
| A. Respect des politiques du FIDA | 13 |
| B. Alignement et harmonisation | 13 |
| C. Innovations et reproduction à plus grande échelle | 13 |
| D. Participation à l'élaboration des politiques | 13 |
| VI. Instruments et pouvoirs juridiques | 14 |
| VII. Recommandation | 14 |
| Appendices | |
| I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié) | |
| II. Logical framework (Cadre logique) | |

Sigles et acronymes

| | |
|------------|---|
| CCP | Comité de coordination du projet |
| CPCP | Comité provincial de coordination du projet |
| IDA | Institut de développement agricole |
| MINAGRI | Ministère de l'agriculture |
| MOSAP | Projet en faveur des petites exploitations agricoles axées sur la commercialisation |
| ONG | organisation non gouvernementale |
| OP | organisation paysanne |
| PTBA | Programme de travail et budget annuel |
| S&E | suivi et évaluation |
| SADCP | Projet de développement et de commercialisation en faveur des petites exploitations agricoles |
| SADCP-C&H- | Projet de développement et de commercialisation en faveur des petites |
| SAMAP | exploitations agricoles – Cuanza Sul et Huila |
| SADCP-WB | Projet de développement et de commercialisation en faveur des petites |
| | exploitations agricoles – Banque mondiale |
| TREI | Taux de rentabilité économique interne |
| UEP | Unité d'exécution du projet |
| UPEP | Unité provinciale d'exécution du projet |
| VAN | Valeur actuelle nette |

Carte de la zone du projet

Angola

Projet de développement et de commercialisation en faveur des petites exploitations agricoles (SADCP- C&H-SAMAP)

Rapport de conception

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 10-01-2017

République d'Angola

Projet de développement et de commercialisation en faveur des petites exploitations agricoles dans les provinces de Cuanza Sul et Huila

Résumé du financement

| | |
|--|--|
| Institution initiatrice: | FIDA |
| Emprunteur: | République d'Angola |
| Organisme d'exécution: | Ministère de l'agriculture |
| Coût total du projet: | 38,2 millions d'USD |
| Montant du prêt du FIDA: | 28,8 millions d'USD |
| Conditions du prêt du FIDA: | Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA |
| Contribution de l'emprunteur: | 8,2 millions d'USD |
| Contribution des bénéficiaires: | 1,1 million d'USD |
| Institution chargée de la préévaluation: | FIDA |
| Institution coopérante: | Supervision directe par le FIDA |

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République d'Angola pour le Projet de développement et de commercialisation de l'agriculture familiale dans les provinces de Cuanza Sul et Huila (SADCP-C&H-SAMAP), telle qu'elle figure au paragraphe 42.

Proposition de prêt à la République d'Angola pour le Projet de développement et de commercialisation en faveur des petites exploitations agricoles dans les provinces de Cuanza Sul et Huila

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La République d'Angola est l'un des pays du continent africain les plus riches en ressources. C'est le deuxième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, et le quatrième producteur mondial de diamants. Le pays est également doté d'une quantité considérable d'autres ressources naturelles, notamment des minéraux, de l'eau, des terres agricoles, des forêts et des ressources halieutiques. En superficie, l'Angola est le troisième pays d'Afrique subsaharienne, puisqu'il couvre 1 247 000 km². Le recensement de 2014 a estimé sa population à 24,3 millions d'habitants, dont 38% environ vivent dans les zones rurales¹. Après quarante années de guerre civile, une grande partie de l'économie du pays était pratiquement exsangue, les infrastructures détruites et les institutions paralysées. Depuis le retour de la paix, il y a environ 14 ans, le gouvernement a réalisé des progrès substantiels vers le rétablissement des bases nécessaires pour aborder ces problèmes. Cela a eu pour résultat l'élaboration et la mise en œuvre de programmes visant à restaurer l'ordre et la sécurité, redynamiser l'économie, rétablir les services sociaux de base et remettre en état les infrastructures.
2. Bien que sa contribution moyenne au produit intérieur brut total soit seulement de 5,5%, l'agriculture fournit des emplois à 44% de la population employée du pays. Plus de la moitié des pauvres, en Angola, vivent dans les zones rurales et dépendent à peu près exclusivement, pour leurs moyens d'existence, d'une agriculture de subsistance. Les femmes assurent 70% de la production de l'agriculture traditionnelle de subsistance, et 24% de celle de l'agriculture commerciale.
3. L'Angola a en partie atteint les cibles fixées dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement, et il se place dans le bas du classement tant pour les indicateurs de développement humain que pour ceux relatifs à l'environnement économique. Ses institutions demeurent dans l'ensemble faibles, cependant que les obstacles bureaucratiques et l'insuffisance des capacités constituent un frein à la croissance du secteur privé. La performance en termes d'indicateurs sociaux est mitigée: de bons progrès ont été réalisés depuis 2002 sur les plans de la réduction de la pauvreté, de l'éducation primaire et de l'égalité entre les sexes, mais d'autres indicateurs sociaux demeurent très médiocres. Ainsi, la mortalité maternelle est de 450 pour 100 000 naissances, et la malnutrition est aiguë, avec 30% des enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance, et 16% d'insuffisance pondérale.

¹ Gouvernement de l'Angola (2016), *Censo 2014. Resultados definitivos do recenseamento geral da população e de habitação de Angola 2014* [Recensement 2014. Résultats définitifs du recensement général de la population et du logement en Angola, 2014]. Institut national de la statistique.

4. Il reste encore beaucoup à faire pour réduire la pauvreté dans le cadre d'un programme de prospérité partagée. La proposition de Projet de développement et de commercialisation en faveur des petites exploitations agricoles dans les provinces de Cuanza Sul et Huila (SADCP-C&H-SAMAP) vise à donner au secteur de l'agriculture une forte impulsion qui améliorera les moyens d'existence des populations rurales pauvres, rétablira la capacité de production agricole des petits agriculteurs et développera des liens avec les marchés.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Le Gouvernement angolais a demandé au FIDA et à la Banque mondiale d'appuyer, dans le cadre de modalités de financement parallèles, Projet de développement et de commercialisation en faveur des petites exploitations agricoles (SADCP). Le SADCP représente un effort significatif de reproduction à plus grande échelle de l'appui en faveur d'un nombre accru de petits exploitants agricoles – de 50 000 familles d'agriculteurs dans le cadre du Projet en faveur des petites exploitations agricoles axées sur la commercialisation (MOSAP) à au moins 235 000 agriculteurs dans le cadre du SADCP – couvrant cinq provinces et non plus trois seulement comme dans le MOSAP. À la demande du Gouvernement, le SADCP sera exécuté dans deux régions distinctes, chacune d'entre elles étant clairement assignée à un partenaire du développement. Le segment financé par la Banque mondiale (SADCP-WB) appuiera les provinces de Bie, Huambo, et Malanje, tandis que le projet financé par le FIDA (SADCP-C&H-SAMAP) interviendra dans les provinces de Cuanza Sul et Huila.
6. Le SADCP-C&H-SAMAP est conçu pour apporter une solution à deux problèmes majeurs du développement agricole en Angola. Il renforcera, en premier lieu, la capacité institutionnelle, au niveau national et dans les zones du projet. Il revalorisera, en second lieu, la production et la productivité agricole des petits exploitants et améliorera ensuite les liens avec les marchés. Il abordera les très importants goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement et les filières agricoles, et notamment la vulgarisation, l'irrigation, l'amélioration de la productivité, l'agriculture de conservation et l'adaptation au changement climatique, la gestion après récolte, et les liens avec le marché pour des produits agricoles choisis. Toutes ces initiatives s'appuient fortement sur l'expérience acquise au cours du MOSAP.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

7. Le SADCP-C&H-SAMAP interviendra dans deux nouvelles provinces, celles de Cuanza Sul et de Huila.
8. Le principal groupe cible comprend 60 000 ménages ruraux, représentant environ 300 000 personnes, dont 50 000 agriculteurs pour qui les avantages découleront de leur participation à des fermes-écoles et 10 000 agriculteurs qui, outre la participation aux fermes-écoles, recevront un appui à l'investissement (et 1 000 d'entre eux bénéficieront du développement de l'irrigation). Le groupe cible comprend: i) des petits agriculteurs ayant accès à moins de deux hectares de terre offrant un potentiel d'augmentation de la production et de la productivité; et ii) des groupes de femmes et de jeunes qui seront associés à la transformation, la commercialisation et la prestation de services. Les femmes constitueront au moins 50% du groupe cible, et les jeunes 30%.
9. La stratégie de ciblage est fondée sur: i) le ciblage géographique; ii) l'autociblage; et iii) des outils de ciblage pour garantir l'inclusivité. Ces outils comprennent: i) des mesures de facilitation et d'autonomisation; ii) des approches intégrant la problématique hommes-femmes; et iii) des activités en faveur des jeunes.

B. Objectif de développement du projet

10. L'objectif de développement du projet est "d'accroître la productivité, la production et la commercialisation de l'agriculture familiale pour des cultures choisies dans les zones du projet".

C. Composantes/résultats

11. L'objectif de développement du projet sera atteint par le biais de deux composantes techniques.
12. La composante 1: renforcement des capacités et développement institutionnel renforcera les compétences techniques, organisationnelles et en matière de gestion des petits exploitants et appuiera la mise en place d'un contexte normatif favorable à l'agriculture familiale. L'appui au gouvernement garantira le développement des capacités appropriées pour l'amélioration de la productivité et de la pratique de l'agriculture comme une activité commerciale. La composante comporte trois sous-composantes: i) renforcement des capacités des petits exploitants et des organisations paysannes (OP) par le biais des fermes-écoles; ii) renforcement de la capacité institutionnelle des unités du Ministère de l'agriculture (MINAGRI) aux niveaux local, provincial et national; et iii) renforcement des savoirs au niveau mondial et des capacités pour aborder les problèmes émergents dans le domaine de la recherche. La composante aura les effets directs suivants: i) les petits exploitants et les OP verront leurs compétences techniques, organisationnelles et en matière de gestion renforcées; ii) le contexte normatif sera plus propice à l'agriculture familiale; et iii) le gouvernement sera davantage capable d'appuyer les petits exploitants sur les plans de la production et de la commercialisation.
13. La composante 2: appui à l'augmentation de la production et de la commercialisation renforcera les liens des petits exploitants avec le capital et avec les marchés par le biais de l'appui aux sous-projets d'investissement des OP axés sur l'amélioration de la productivité agricole, l'accès au marché et l'ajout de valeur. Cette composante comporte deux sous-composantes: i) fourniture d'un appui technique; et ii) fourniture d'un appui à l'investissement. L'effet direct attendu est le suivant: investissement accru dans la production agricole et la gestion après récolte.
14. La composante 3: gestion du projet comporte deux sous-composantes: i) gestion du projet; et ii) suivi-évaluation (S&E). Son appui aidera le MINAGRI et l'Institut de développement agricole (IDA) à gérer efficacement le projet, conformément à son objectif, ses directives et ses procédures fiduciaires. Le projet utilisera les mêmes organes de gouvernance et de supervision que le projet homologue financé par la Banque mondiale, aux niveaux national et provincial, renforçant de ce fait leurs complémentarités, synergies et cohérence. Une unité d'exécution du projet (UEP) distincte sera établie pour gérer le SADCP-C&H-SAMAP.

III. Exécution du projet

A. Approche

15. L'approche de l'exécution tient compte de plusieurs facteurs: i) le MINAGRI/IDA a une faible capacité d'exécution du projet; ii) de nombreuses OP ont une faible capacité technique, organisationnelle ou commerciale; iii) les approches du gouvernement en matière de développement des petites exploitations ont reposé, pour l'essentiel, sur des mécanismes non durables, comme celui consistant à fournir aux agriculteurs des intrants gratuits; et iv) les politiques socioéconomiques en faveur des communautés, comme l'autonomisation locale, le ciblage et la promotion de l'égalité entre les sexes, manquent de vigueur.
16. Le projet adoptera par conséquent une approche échelonnée, axée initialement sur la formation des paysans, puis sur l'appui à l'investissement fondé sur l'apprentissage par la pratique, et faisant appel à des prestataires de services pour exécuter des activités ne relevant pas des compétences de base de l'IDA.

B. Cadre organisationnel

17. Supervision et coordination du projet. Le MINAGRI sera l'agence d'exécution, et les systèmes de prestation seront entièrement intégrés aux structures gouvernementales décentralisées. Les modalités d'exécution s'appuieront sur les mécanismes utilisés par le MOSAP et le SADCP-WB. Le MINAGRI/IDA sera chargé de l'administration et de la coordination. Le MINAGRI sera secondé par le Comité de coordination du projet (CCP), présidé par le Ministre de l'agriculture. Un Comité provincial de coordination du projet (CPCP) sera mis en place dans chaque province, sous la présidence du Directeur de l'agriculture correspondant, et composé du Directeur provincial de l'IDA, d'organisations non gouvernementales (ONG) et de représentants des bénéficiaires et des opérateurs du secteur privé. Pour s'assurer que ses décisions soient exécutées en temps opportun, le CCP constituera un sous-comité d'exécution du projet composé du Directeur général du MINAGRI/IDA, du Directeur du projet et du Directeur financier.
18. Structures de gestion du projet. L'UEP qui sera créée à Luanda, sera dotée d'un effectif comprenant un coordonnateur, un spécialiste de la gestion financière, un spécialiste de la passation des marchés, un spécialiste du S&E et de la gestion des savoirs, et du personnel de soutien. Il y aura, dans chaque province participante, une Unité provinciale d'exécution du projet (UPEP), dont l'effectif comprendra un coordonnateur de zone, un comptable et le personnel de soutien essentiel. Aussi bien l'UEP que les deux UPEP seront chargées de l'exécution au jour le jour du projet, y compris la gestion, la supervision technique, la planification, la gestion fiduciaire, la reddition des comptes, etc.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

19. Le Cadre logique sera utilisé comme outil de planification et de S&E, afin de mettre à disposition toutes les informations nécessaires à la prise de décisions et de faciliter la transmission des informations au gouvernement, au FIDA et aux parties prenantes. Le processus de planification sera décentralisé, et débutera au niveau du district avec la préparation de plans annuels, qui seront ensuite réunis dans un programme de travail et budget annuel (PTBA) pour l'ensemble du projet.
20. Le système de S&E s'appuiera sur l'expérience du MOSAP et fournira des informations utiles à la gestion et à l'établissement des rapports, notamment pour le Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA. Le suivi se concentrera sur les activités définies dans le PTBA et sur la création d'un aperçu cumulé des résultats/produits. Le système de S&E comprendra: i) des enquêtes au stade initial et en fin de projet; ii) un recueil périodique de données sur les activités du projet, ses produits, effets directs et impacts; et iii) des études spéciales. Une base de données du projet sera créée pour le stockage des données des enquêtes initiale et de fin de projet, ainsi que toutes les données associées à l'exécution des activités du projet directement liées aux produits.
21. Sur la base de l'expérience du FIDA dans la région, les savoirs acquis dans d'autres pays seront mis à la disposition du projet. Les résultats découlant de la mise en œuvre des fermes-écoles permettront au projet de trouver les meilleurs moyens de doter les petits exploitants des savoirs et des outils pratiques pour l'application de bonnes pratiques agricoles; de s'adapter au changement climatique; d'améliorer leurs compétences en matière de commercialisation, de résilience, d'alphabétisation et de commerce; d'accroître leur sensibilité aux aspects nutritionnels et leur situation dans ce domaine, et d'évoluer progressivement vers une agriculture commerciale.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

22. Gestion financière. En l'absence de toute évaluation récente des dépenses publiques et de la responsabilité financière concernant l'Angola, il a été fait référence

à des évaluations spécifiques au projet réalisées par la Banque mondiale et à l'indice de perception de la corruption de Transparency International. Les systèmes de gestion des finances publiques et de passation des marchés demeurent relativement faibles, et le risque inhérent est considéré comme "élevé". Des mesures de protection seront donc mises en place pour ramener le risque à un niveau "moyen" au moment de l'exécution. Le SADCP-C&H-SAMAP emploiera des systèmes de gestion financière semblables à ceux utilisés dans le cadre des projets MOSAP et SADCP-WB, et notamment le logiciel comptable PRIMAVERA. Du personnel comptable sera affecté à l'UEP et aux deux UPEP. Compte tenu de l'accord de financement parallèle, les procédures de gestion financière du FIDA seront appliquées conformément au manuel d'exécution du projet.

23. L'Angola emprunte à des conditions ordinaires, et le prêt sera libellé en dollars des États-Unis. La gestion des fonds se fera par l'intermédiaire d'un compte désigné qui sera ouvert uniquement pour recevoir les fonds du projet provenant du FIDA. Les comptes de projet seront libellés en dollars et en kwanzas. Le compte en dollars du projet servira au paiement des fournisseurs pour les contrats libellés en dollars et de toute autre dépense encourue en devises.
24. Audit. Les états financiers du projet seront vérifiés par un cabinet d'audit privé indépendant, dans le respect des Normes internationales d'audit. Le rapport d'audit sera soumis au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice. Le coût de l'audit sera à la charge du projet. Le mandat de l'audit mettra particulièrement l'accent sur le processus de don de contrepartie.
25. Passation des marchés. Tous les marchés seront passés conformément aux Directives du FIDA pour la passation des marchés et à la "Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations". Le MINAGRI/IDA sera responsable de la passation de tous les marchés, qui sera exécutée uniquement en fonction du PTBA approuvé. Ceci est conforme aux Plans de passation des marchés, où sont spécifiés les articles à acquérir, l'entité responsable de la passation du marché et les méthodes adéquates de passation des marchés. Tous les marchés financés par le FIDA seront exonérés de taxes et de droits.

E. Supervision

26. Le projet sera supervisé par le FIDA, en étroite collaboration avec le Gouvernement et l'IDA. Deux missions de supervision seront effectuées chaque année. Les missions d'appui à l'exécution se concentreront sur les questions techniques, la planification, la problématique hommes-femmes et le ciblage, la passation des marchés, la gestion financière, le S&E, les partenariats, l'intégration d'activités au sein du cadre évolutif de la gouvernance, et le suivi des produits et des effets directs. Le FIDA et la Banque mondiale coordonneront leurs missions pour garantir une utilisation efficace des ressources humaines.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

27. Le coût total du projet SADCP-C&H-SAMAP sur les sept années de la période d'exécution, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, est estimé à 38,2 millions d'USD. La répartition de ce coût est la suivante: 40% pour la composante 1, 39% pour la composante 2 et 21% pour la composante 3. Les dépenses du projet ventilées par composante sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Tableau 1
Synthèse du coût du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

| Composante | Prêt du FIDA | Emprunteur/ Contrepartie | Bénéficiaires | Total |
|---|--------------|-----------------------------|---------------|-------------|
| | Montant | Montant | Montant | Montant |
| 1. Renforcement des capacités et développement institutionnel | | | | |
| i. Renforcement des capacités des organisations paysannes par le biais des fermes-écoles | 4,5 | 2,2 | - | 6,7 |
| ii. Renforcement institutionnel des unités du MINAGRI aux niveaux local, provincial et national | 3,0 | 4,8 | - | 7,8 |
| iii. Renforcement des savoirs au niveau mondial et des capacités pour aborder les problèmes émergents dans le domaine de la recherche | 0,2 | 0,8 | - | 1,0 |
| Sous-total: | 7,7 | 7,8 | - | 15,5 |
| 2. Appui à l'augmentation de la production et de la commercialisation | | | | |
| i. Fourniture d'un appui technique | 6,5 | 0,0 | - | 6,5 |
| ii. Fourniture d'un appui à l'investissement | 7,1 | 0,0 | 1,1 | 8,2 |
| Sous-total: | 13,6 | - | 1,1 | 14,7 |
| 3. Gestion du projet | 7,6 | 0,4 | - | 8 |
| Coût total du projet | 28,8 | 8,2 | 1,1 | 38,2 |

B. Financement du projet

28. Le SADCP-C&H-SAMAP sera financé par: i) un prêt du FIDA, d'un montant de 28,8 millions d'USD (75,5% du coût total du projet); ii) une contribution du Gouvernement équivalant à 8,2 millions d'USD (21,6 % du coût total), destinée à couvrir les droits et taxes, ainsi que certaines dépenses opérationnelles des services publics de vulgarisation et de recherche agricole; et iii) une contribution des bénéficiaires équivalant à 1,1 million d'USD (3% du coût total) pour le cofinancement de sous-projets au titre de la sous-composante 2.2. Les détails en sont présentés dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2
Plan de financement - Coût du projet, par catégorie de dépenses et source de financement
(en milliers d'USD)

| Catégorie de dépenses | Prêt du FIDA | | Emprunteur/ Contrepartie | | Bénéficiaires | | Total |
|---|--------------|-------------|--------------------------|-------------|---------------|------------|-------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant |
| 1. Travaux | 1,6 | 86,4 | 0,1 | 2,9 | 0,2 | 10,7 | 1,9 |
| Sous-total: | 1,6 | 86,4 | 0,1 | 2,9 | 0,2 | 10,7 | 1,9 |
| 2. Biens & équipement | | | | | | | |
| i. Véhicules | 0,6 | 83,0 | 0,1 | 17,0 | - | - | 0,8 |
| ii. Équipement | 0,3 | 83,0 | 0,1 | 17,0 | - | - | 0,4 |
| Sous-total: | 1,0 | 83 | 0,2 | 17 | - | - | 1,2 |
| 3. Services de conseil | | | | | | | |
| i. Consultants individuels | 2,3 | 99,5 | 0 | 0,5 | - | - | 2,3 |
| ii. Sociétés de consultants - ONG | 11,9 | 99,8 | 0 | 0,2 | - | - | 11,9 |
| Sous-total: | 14,2 | 99,8 | 0 | 0,2 | - | - | 14,2 |
| 4. Formation & ateliers | | | | | | | |
| i. Formation et atelier au niveau local | 0,6 | 100 | 0 | 0 | - | - | 0,6 |
| ii. Formation internationale | - | - | - | - | - | - | - |
| Sous-total: | 0,6 | 100 | 0 | - | - | - | 0,6 |
| 5. Dépenses de fonctionnement | 1,1 | 12,5 | 8,0 | 87,5 | - | - | 9,1 |
| 6. Salaires et indemnités | 5,2 | 100 | - | - | - | - | 5,2 |
| 7. Dons et subventions | 3,9 | 81,3 | - | - | 0,9 | 18,8 | 4,8 |
| 8. Crédit | 1,2 | 100 | - | - | - | - | 1,2 |
| Coût total du projet: | 28,8 | 75,5 | 8,2 | 21,6 | 1,1 | 2,9 | 38,2 |

C. Résumé des avantages et analyse économique

29. Le projet améliorera les moyens d'existence et l'état nutritionnel de 60 000 ménages bénéficiaires, créera des emplois au niveau des exploitations et des OP, et facilitera le développement de filières agricoles.
30. Les principaux avantages seront les suivants: i) augmentation de la production agricole et productivité accrue résultant de l'adoption de technologies améliorées, d'un meilleur accès à l'eau, et d'une utilisation plus efficiente de l'eau; ii) revenus monétaires accrus pour les petits exploitants participants; iii) amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et vulnérabilité réduite aux chocs externes, notamment le changement climatique; iv) réduction des coûts de transaction et des pertes après récolte, grâce au regroupement et à la commercialisation des produits par les OP et d'autres acteurs des filières, et accès accru des petits exploitants au financement; v) augmentation de la valeur ajoutée par les petits exploitants et les OP; vi) renforcement du pouvoir de négociation, de la compréhension des marchés et de la capacité de gestion des petits exploitants et de leurs organisations; vii) meilleure conservation des ressources naturelles, renforcement de la biodiversité et de la résilience face au changement climatique; et viii) amélioration de la capacité institutionnelle du MINAGRI et de l'IDA aux niveaux central, provincial et des municipalités.

Analyse économique

31. Le projet devrait avoir un taux de rentabilité économique interne (TREI) de 18% et une valeur actuelle nette (VAN) de 28,3 millions d'USD, le rendant très attrayant du point de vue économique. On estime à 6,7 millions d'USD par an l'avantage économique supplémentaire à partir de la huitième année.²

D. Durabilité

32. Plusieurs éléments contribuent à intégrer la durabilité dans le projet: i) les fermes-écoles formeront un grand nombre de paysans-facilitateurs, qui continueront à apporter une assistance technique à leurs pairs longtemps après l'achèvement du projet; ii) grâce à l'appui à l'investissement, les petits exploitants agricoles et leurs organisations obtiendront des revenus plus élevés; ils auront des liens plus solides avec les négociants, les fournisseurs d'intrants, les transformateurs agroalimentaires et les institutions financières; ils seront davantage solvables et bancables; ils accumuleront du capital; et ils augmenteront leur dynamique sociale et sur le plan de la commercialisation, réduisant ainsi leur dépendance à l'égard de l'appui externe; et iii) la capacité institutionnelle des services publics sera accrue. L'appui fourni aux institutions gouvernementales améliorera considérablement leurs capacités à divers égards – politiques, recherche, sensibilisation et exécution – et assurera une meilleure durabilité du projet.
33. La stratégie de retrait du projet repose sur les actions suivantes: renforcer les capacités à différents niveaux, y compris celles des paysans et des OP, ainsi que des services publics et des acteurs des filières; établir des liaisons entre les petits exploitants/les OP et les acteurs des filières (acheteurs/négociants, fournisseurs d'intrants) et accroître leurs actifs, leur profil commercial et leur solvabilité; et aider les petits exploitants à passer progressivement à l'agriculture commerciale.

E. Identification et atténuation des risques

34. Le niveau général de risque du SADCP-C&H-SAMAP est jugé important, en raison de la faible capacité d'exécution et de gestion fiduciaire. Les principaux risques et les mesures d'atténuation proposées sont décrits ci-après:

| Risques principaux | Modalités d'exécution choisies pour atténuer le risque |
|---|---|
| Faible capacité institutionnelle, y compris en termes de passation des marchés et de gouvernance. | Le SADCP-C&H-SAMAP sera principalement exécuté par des prestataires de services ayant une expérience démontrée dans les domaines pour lesquels ils seront recrutés; les fermes-écoles, par exemple, seront confiées à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ce qu'envisage également le SADCP-WB. Les capacités du personnel de l'IDA seront renforcées, au niveau des provinces et des municipalités, dans les domaines de la conception, de la coordination, du suivi et de la supervision des projets. Malgré le niveau relativement élevé des dépenses récurrentes, la rotation du personnel professionnel constitue un risque sur un marché de l'emploi très concurrentiel, avec une forte demande et une offre faible. |
| Lenteur du démarrage des activités. | Recrutement d'un agent d'ordonnancement du projet, pour aider l'IDA, pendant une période de six mois, à: i) mettre en place l'UEP et les UPEP; ii) préparer les mandats et les avis de vacance de postes en vue du recrutement du personnel de l'UEP et des UPEP; iii) préparer les dossiers d'appels d'offres, lancer les appels d'offres et produire les directives en vue du choix des prestataires de services; iv) préparer les contrats avec le personnel du projet et les prestataires de services; v) mettre en place les bureaux provinciaux; et vi) veiller à ce que le financement de démarrage soit disponible dans le cadre du prêt. |

² L'analyse économique et financière effectuée pour le SADCP-WB fait état d'un TREI de 19% et d'une VAN de 50 millions d'USD (à un taux d'actualisation de 10%).

| | |
|--|---|
| Il existe peu de prestataires de services possédant les connaissances et l'expérience requises dans la zone du projet. | Recruter dans d'autres provinces, dans la région ou sur le plan international, des prestataires de services expérimentés qui joueront le rôle de prestataires chefs de file et encourageront les partenariats et la formation avec les prestataires locaux. Le recrutement conjoint des prestataires de services avec la Banque mondiale est de nature à susciter l'intérêt de consultants compétents pour les offres de contrats. |
| Faible capacité institutionnelle et de gestion fiduciaire | Un directeur financier qualifié, appuyé par des comptables, sera recruté pour l'UEP et les UPEP et chargé de la gestion financière, et notamment de l'élaboration d'un système de gestion et d'information financière conforme aux règles du FIDA; de la préparation des procédures de gestion financière du projet à inclure dans le manuel d'exécution du projet; de la formation du personnel chargé de la gestion financière au niveau des provinces; et de l'établissement des rapports. |

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

35. La conception du projet est conforme à la politique du FIDA en matière de ciblage; à la politique concernant l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes; et aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA (PESEC). Le projet est également conforme à la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, et à la Stratégie concernant le changement climatique. En outre, l'accent mis par le projet sur la nutrition va dans le sens de l'engagement du FIDA en faveur des actions axées sur la nutrition et de l'intégration des aspects liés à la nutrition

B. Alignement et harmonisation

36. La conception du projet est alignée sur les politiques gouvernementales, et notamment: i) la Stratégie de lutte contre la pauvreté (2005); ii) la Stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2009); et iii) le Programme municipal intégré pour le développement rural et la lutte contre la pauvreté (2010). Le projet a été élaboré en consultation avec les partenaires participant à l'amélioration de la production et de la productivité agricoles, et des liaisons avec les marchés.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

37. Le projet s'appuie sur l'expérience du FIDA et de la Banque mondiale dans le cadre du MOSAP, visant à réduire la pauvreté rurale en stimulant le développement économique des zones rurales et en transformant les paysans pratiquant une agriculture de subsistance en de petits exploitants pratiquant une agriculture commerciale rentable. Il a pour but d'accroître l'efficacité des politiques et des pratiques qui visent à accélérer la croissance de l'agriculture en tant qu'activité commerciale parmi les ménages de petits agriculteurs angolais. Le projet renforcera l'attention accordée aux femmes et aux jeunes comme groupes cibles prioritaires dans ses fermes-écoles, et appuiera la prise en compte de l'agriculture/agro-industrie sensible aux enjeux nutritionnels en apportant un appui à l'investissement.

D. Participation à l'élaboration des politiques

38. Le programme permettra au gouvernement d'établir un environnement politique et institutionnel favorable, en premier lieu pour accroître la production et la productivité des petits exploitants agricoles, et en second lieu pour appuyer l'agriculture à visée commerciale et le développement rural. Le projet contribuera à la création des structures aptes à répondre aux problèmes liés à la gestion des risques agricoles.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

39. Un accord de financement entre la République d'Angola et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
40. La République d'Angola est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
41. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

42. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Angola un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de vingt-huit millions huit cent mille dollars des États-Unis (28 800 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Houngbo
Le Président

Negotiated financing agreement: "Smallholder Agriculture Development and Commercialization Project in Cuanza Sul and Huila Provinces (SADCP-C&H-SAMAP)"

(Negotiations concluded on 6 April 2017)

Loan Number: _____

Project Title: Smallholder Agriculture Development and Commercialization Project in Cuanza Sul and Huila Provinces (SADCP-C&H-SAMAP) ("the Project")

The Republic of Angola (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS, the Borrower has requested financing from the Fund and the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) for the Project; and

WHEREAS, the Borrower has entered into a Loan Agreement with IBRD (the "IBRD Agreement") for this purpose.

NOW, THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is twenty-eight million eight hundred thousand United States Dollars (USD 28 800 000).

2. The Loan is granted on ordinary terms, and shall be subject to interest on the principal amount of the Loan outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of five (5) years starting from the date that the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled in accordance with Section 4.02(b) of the General Conditions.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the US Dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st January.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 May and 15 November.
6. There shall be one Designated Account denominated in USD and two Operational Accounts, one denominated in USD and the other in AOA, for the benefit of the Lead Agency.
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in an amount equivalent to eight million two hundred thousand United States Dollars (USD 8 200 000).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture (MINAGRI).
2. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:
 - (i) The Designated Account shall have been duly opened;
 - (ii) The Project Coordination Committee (PCC) headed by the Minister of Agriculture or his representative shall have been duly established;
 - (iii) The Project Implementation Unit (PIU), headed by the Project Coordinator shall have been established;
 - (iv) An off-the-shelf accounting software able to provide financial reports as per IFAD standards shall have been duly procured, installed and implemented;

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Minister of Finance
Ministry of Finance
Largo da Mutamba
Caixa Postal 1235
Luanda
Angola

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

REPUBLIC OF ANGOLA

(Authorized Representative
Name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Hounbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Target Group. The Project shall be implemented in Cuanza Sul and Huila Provinces. The Project shall benefit up to 60,000 rural households, representing about 300,000 people. The target group is the small farmers, rural women and youth.
2. Goal. The Project development goal is to diversify the economy, generate revenue and improve livelihoods and food security of poorer households.
3. Objective. The Project objective is to increase smallholder agriculture productivity, production and marketing for selected crops.
4. Components. The Project shall consist of the following components:
 - 4.1 Component 1: Capacity Building and Institutional Development. The component will strengthen smallholder farmers' technical, organisational and managerial competencies and support a more conducive policy and enabling environment for smallholder agriculture. Support to government will ensure that adequate capacity is built for farming as a business and enhance commercialisation and value addition.
 - 4.2 Component 2: Support for Increased Production and Commercialisation. The component will strengthen smallholder capital and market linkages through support on a priority basis for investment sub-projects for farmers' organisations (FOs) to improve their agricultural production and productivity. For market access and commercialisation the Project will first develop business models and test pilot them before any rolling out activities as of third year of implementation. The Project will promote provision of matching grants and short and medium term credit to be extended by PFIs (banks and non-bank microcredit institutions).
 - 4.3 Component 3: Project Management, Monitoring and Evaluation. The component is comprised of two subcomponents: (i) Project management; and (ii) Monitoring & Evaluation (M&E). It will support IDA in managing the Project effectively and in accordance with its objective, procedures and fiduciary guidelines and M&E system-to be established. The Project will use the same governance and oversight bodies as World Bank funded Sister Project (SADCP-WB), both at the national and the provincial levels. This will strengthen the complementarities and synergies between the two parallel-funded projects.

I. Implementation Arrangements

5. Lead Project Agency. In its capacity as the Lead Project Agency, the MINAGRI shall have overall responsibility for Project implementation.
6. Project Coordination Committee (PCC). A PCC with relevant representation at national level shall provide oversight, policy direction and coordination between key government institutions. The PCC shall be headed by the Minister of MINAGRI. At provincial level, there will be a Provincial Project Coordinating Committee (PPCC) which will be chaired by the Provincial Vice Governor for Economic Affairs, and composed of the

Provincial Agriculture Director, the IDA Provincial Chief, NGOs, representatives of beneficiaries and of private sector operators. To ensure that the decisions of PCC are executed in a timely manner, the PCC will appoint a Project Implementation Sub-Committee (PISC) consisting of the MINAGRI/IDA Director General, the Project Manager and the Financial Manager.

7. PIU. The Project Implementation Unit (PIU) will be established in Luanda; it will be staffed by a coordinator, a financial management specialist, a procurement specialist, an M&E and knowledge management specialist and support staff. In each participating province, there will be a provincial implementation unit (PPIU) which will be staffed by an area coordinator, an accountant and key-support staff. Both the PIU and the two PPIUs will be entrusted with the day to day implementation of the Project including management, technical supervision, planning, fiduciary management, reporting, etc.

8. Planning. The Logical Framework will be used as a tool for planning and M&E, to ensure that necessary information is available for management decision-making, and to facilitate reporting to the Government, IFAD and stakeholders. To ensure a smooth transition of implementation from year to year, the final AWPB draft will be distributed to all SADCW implementing agencies by 31st December of every year. The timeframe and process of AWPB preparation, review and approval will follow the same as that of the SADCW-WB in order to ensure harmonisation of national-level activities under components 1 and 2.

9. Monitoring and evaluation. The M&E system will build on the experience of Market-oriented Smallholder Agriculture Project (MOSAP) and provide information that informs management decision-making and reporting, including data for IFAD's Results and Impact Management Systems (RIMS). Monitoring will focus on the activities defined on creating a cumulative overview of results/outputs. The M&E system will be decentralized under the oversight of a planning/M&E officer and a knowledge management officer. Knowledge management will ensure a continuous learning process in which data are compiled, analysed and disseminated as lessons learned, along with thematic studies and stories from the field. Information-sharing within the aligned portfolio will receive particular attention.

10. Financial Management (FM). The Project will employ similar financial management systems to those used under MOSAP and SADCW-WB, including use of the PRIMAVERA accounting software. Both the PIU and the two provincial PIUs will include accounting staff. Given the parallel financing, IFAD financial management procedures will be followed as articulated in the Project Implementation Manual (PIM).

11. Audit. The Project's financial statements will be audited by independent auditors in accordance with International Standards on Auditing and the audit report will be submitted to IFAD within six months after the financial year-end. The arrangements for the appointment of the external auditors of the Project financial statements shall be in accordance with the IFAD Project Audit Guidelines. Supervision missions will review internal and external audit reports and assess the implementation status of recommendations.

12. Supervision. IFAD and the Government will conduct supervision missions annually. Supervision and implementation support missions by the World Bank and IFAD will be as much as possible synchronised. Implementation support will focus on technical issues, planning, gender and targeting, procurement, financial management, M&E, partnerships, the integration of activities within the evolving governance framework; and monitoring of outputs and outcomes.

13. Project Implementation Manual (PIM). The Project shall be implemented in accordance with the approved AWPB and the PIM, the terms of which shall be adopted by the Lead Project Agency subject to the Fund's prior approval. The PIM shall include, among other things; (i) terms of reference, implementation responsibilities and appointment modalities of all Project staff and consultants; (ii) Project operating manuals

and procedures; (iii) monitoring and evaluation systems and procedures; (iv) a detailed description of implementation arrangements for each Project component; (v) Terms of references (TORs) and modalities for the selection of the service providers, to be based on transparent and competitive processes; (vi) detailed modalities of the sub-projects; (vii) financial management and reporting arrangements including accounting, approval of payments, financial reporting, internal controls, fixed asset management, as well as internal and external audit; and (viii) the good governance and anti-corruption framework.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

| Category | Loan Amount Allocated (expressed in USD) | Percentage |
|-------------------------------|---|-------------------|
| I. Goods, Services and Inputs | 17 400 000 | 100% net of taxes |
| II. Grants and Subsidies | 3 900 000 | 100% net of taxes |
| III. Credit, Guarantee Funds | 1 200 000 | 100% net of taxes |
| IV. Operating Costs | 1 100 000 | 100% net of taxes |
| V. Salaries and Allowances | 5 200 000 | 100% net of taxes |
| TOTAL | 28 800 000 | |

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) "Goods, Services and Inputs" includes: Works; Goods and Equipment; Consulting Services; and Training and Workshops.
- (ii) "Grants and Subsidies" consist of matching grants under Component 2.
- (iii) "Credit, Guarantee Funds" consists of short and medium term credit to be extended by PFIs (banks and non-bank microcredit institutions) under Component 2.

2. Start-up Costs. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal but after the date of entry into force shall not exceed an aggregate amount of USD 300 000 and shall be incurred only for expenses related to pre-implementation start-up activities under Categories I, IV and V above.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a) (xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Gender. The Borrower shall ensure that gender concerns shall be mainstreamed in all Project activities throughout the Project Implementation Period. The Borrower shall also ensure that women beneficiaries shall be represented in all Project activities and that they receive benefits from the Project outputs.
2. Tax Exemption. The Borrower shall, to the fullest extent possible, exempt the proceeds of the Financing from all taxes. Any taxes which the Project is nonetheless obliged to pay shall be promptly reimbursed by the Borrower.
3. Internal Audit. The National Inspectorate of Finance or an independent and qualified internal audit firm acceptable to IFAD will perform Project internal audits in accordance with an annual risk-based work-plan.
4. Key Project Staff. The Borrower shall ensure that key staff are recruited and in the event of turnover they are replaced on a timely basis. Should the recruitment process be prolonged, where appropriate the Borrower shall make recourse to a suitably qualified external service provider acceptable to IFAD.

Cadre logique

| Results Hierarchy | Indicators | | | | Means of Verification | | | Assumptions (A) / Risks (R) |
|--|--|---|---|---|---|---------------|-----------------------------------|---|
| | Name | Baseline | Mid-term (YR4) | End Target | Source | Frequency | Responsibility | |
| Goal: To diversify the economy, generate revenue and improve livelihoods and food security of poorer households | 1. Increased asset index for 60,000 households | Baseline data | 10 per cent increase (from baseline) | 25 per cent increase (from baseline) | Baseline, mid-term and end of project surveys | Yr1, Yr4, Yr7 | Service provider | |
| | 2. Decrease in chronic malnutrition among children under 5 years | Cuanza sul (34.3 per cent); Huila (33.7 per cent) | 2.5 per cent reduction from baseline | 5 per cent reduction from baseline | Baseline survey, nutritional assessments | Yr1, Yr4, Yr7 | Service provider | |
| Development Objective: To increase smallholder agriculture productivity, production and marketing for selected crops in the Project areas. | 3. Number of beneficiaries reached 3a. of which women (per cent) 3b. of which youth (per cent) 3c. of which FFS beneficiaries receiving nutrition education | 0 | 20.000 50 per cent 30 per cent 30 per cent | 60.000 50 per cent 30 per cent 60 per cent | Reports of implementing entities and IDA records | 6-monthly | PIU, PPIU, IDA, service providers | Substantial policy, governance and macroeconomic risks (R) Weak institutional capacity of project implementation (R) |
| | 4. Average crop yields | Baseline data | | | Surveys of the FFS/FBS participants and sub-project beneficiaries | Yr1, Yr4, Yr7 | PIU IDA, service provider | |
| | Maize (MT/ha) | 0.5 | 1.0 | 2.1 | | | | |
| | Beans (MT/ha) | 0.3 | 0.55 | 0.9 | | | | |
| | Onion (MT/ha) | 8.0 | 12.0 | 14.0 | | | | |
| | Irish potato (MT/ha) | 9.0 | 10.0 | 12.0 | | | | |
| | Cassava (MT/ha) | 7.0 | 9.0 | 13.0 | | | | |
| | 5. Proportion of targeted smallholder production marketed (per cent) | 15 | 20 | 25 | Surveys of the FFS/FBS participants and sub-project beneficiaries | Yr1, Yr4, Yr7 | PIU IDA, service provider | |
| Outcome 1: Smallholder farmers' technical, organizational and managerial competence improved | | | | | | | | Delays in setting up PIU and PPIUs and signing of contracts with service providers |
| Output 1.1: Smallholder farmers' technical, organizational and managerial competence improved | 6. Number of farmers having completed FFS training (of which 50 per cent women/ 30 per cent youth) | 0 | 20,000 | 60,000 | IDA records | 6-monthly | IDA, service provider | |

| | | | | | | | | |
|--|--|-------------|---------------|---------------------|---|---------------|----------------------------|---|
| Output 1.2: Supported smallholder farmers' organizations and cooperatives (FOs) functioning | 7. Percentage of FOs operational | 0 | 30 per cent | 60 per cent | Reporting service provider | 6-monthly | PIU, IDA | |
| Outcome 2: More conducive policy and enabling environment for smallholder agriculture | 8. Appropriate smallholder agricultural policies included in national & sectoral development plans | 0 | 1 | 3 | National Development Plans/sector Strategy Reports/ Surveys of the FFS/FBS participants | Yr1, Yr4, Yr7 | PIU, IDA, service provider | Slow start-up of activities ® Weak capacity of public service® (R) |
| Output 2.1: MINAGRI staff that benefitted from training | 9. Number of MINAGRI/IDA/ICA staff having completed training course | 0 | 100 | 150 | Reporting service provider | 6-monthly | PIU, IDA | |
| Output 2.2: Registration of farmers' associations and cooperatives (including Water User Associations) streamlined and supported | 10. No. of registered entities (with membership data disaggregated by gender) | 0 | 50 | 165 | Registrar | Annual | MINAGRI | |
| Outcome 3: Government capacity to support climate resilient smallholder agricultural production and commercialization enhanced | 11. Percentage of beneficiaries of FFS that adopted at least 2 new technologies | 0 per cent | 80 per cent | 80 per cent | Ex-post evaluation | Yr7 | PIU | Weak capacity of public serv®s (R) |
| Output 3.1: Institutional capacity of national and provincial-level agricultural research system strengthened | 12. Number of recommended technology packages for project crops and target groups developed | 0 | 5 | 10 | IIA & IDA | Annual | | Sufficient capacity of IIA& IDA to prepare technology kits (A) |
| Output 3.2: Number of climate resilience technologies demonstrated in project area | 13. Number of adapted climate resilience technologies applied | 0 | 8 | 20 | Reporting IDA | 6-monthly | IDA | |
| Outcome 4: Investments in agricultural production and post-harvest management increased | | | | | | | | Slow start-up of ac®ities (R) |
| Output 4.1: Sub-projects (SP)/Business plans (BP)' technical, economic, financial, social, environmental and climate resilience feasibility proven | 14. Number of SPs/BPs approved for financing and implemented, of which: SP for production enhancement SP for value addition and commercialization ³ | 0 0 0 | 50 40 3 | 150 120 a) 30 | IDA reporting | Annual | PPIUs | |
| Output 4.2: Financial products for farmers organizations and rural businesses introduced | 15a. Number of farmers accessing project financial services | 0 | 1,000 | 5,000 | PFI & IDA reporting | Annual | PIU | |
| | 15b. Montant of PFI credit mobilized (USD million) | 0 | 0.3 | 1.2 | PFI reporting | Annual | PIU | |

³ SPs mainly dealing with marketing/commercialization will be tested and piloted during the first two years before taken to scale.